

Les parents d'élèves soutenus par Delanoë

Ils ont une nouvelle
fois manifesté
hier contre
les fermetures de
classes et devraient
être reçus mercredi
rue de Grenelle

Soazig Quémener

LES PARENTS d'élèves parisiens se sont à nouveau rassemblés hier pour protester contre les fermetures de classes annoncées pour la rentrée prochaine. Ils étaient environ deux cents sur le parvis de l'Hôtel de Ville. Venus d'une vingtaine d'écoles maternelles et élémentaires, ils ont brandi des banderoles : « Les enfants ne sont pas des sardines », « Pas d'école bradée », « Enfants en danger, parents en colère ». Toujours à l'origine de leur courroux, l'annonce il y a un mois et demi, par le rectorat, du détail la carte scolaire parisienne pour la rentrée 2005. Soixante-cinq suppressions de poste en primaire sont prévues, qui entraîneront 32 fermetures de classe.

Vendredi, les parents ont reçu l'appui de Bertrand Delanoë. Dans une lettre assez sèche au ministre de l'Education nationale François Fillon, le maire de Paris insiste sur les « nombreu-

ses et grandissantes inquiétudes » que suscite la préparation de la prochaine rentrée scolaire chez les parents d'élèves et enseignants parisiens. La tension est « particulièrement vive » dans les deux arrondissements (13^e et 20^e) qui concentrent la moitié des fermetures de classes prévues, note-t-il. Pro-

testant contre le délai entre l'annonce d'une première série d'ouvertures et de fermetures en février et le prochain conseil départemental de l'Education nationale (CDEN), prévu en juin, le maire dit avoir fait remarquer au recteur « la durée excessive de cette longue procédure », et « l'angoisse qu'elle

faisait peser sur les familles, tentées de se détourner de l'enseignement public au profit de solutions plus sûres, en particulier pour l'entrée en maternelle ». Bertrand Delanoë dit « souhaiter pouvoir rassurer parents et enseignants » et demande « que soit nettement avancée la date de réunion du

prochain CDEN, qu'il puisse se tenir avant les vacances scolaires de Pâques », attendant « la rectification d'erreurs manifestes d'appréciation qui sont à l'origine des troubles actuels ». Hier, une délégation de parents a été reçue à la mairie de Paris. Mercredi, c'est le ministère de l'Education nationale qui devrait leur ouvrir ses portes. Sur le parvis de l'Hôtel de Ville, Marianne Rondel-Busco, enseignante à l'école élémentaire des Epinettes (17^e), a expliqué hier les conséquences, selon elle, d'une telle politique de suppressions de postes. Dans sa classe de CP, elle compte 27 élèves, dont plus d'un tiers selon elle parle mal le français. « Avec 27 élèves de niveau très hétérogène, c'est impossible de s'occuper de chacun d'entre eux », a-t-elle résumé. Des fermetures qui, selon Virginie, une mère du 19^e arrondissement, « provoquent une multiplication des classes à double niveau. Or, à plus de 24 ou 25 enfants par classe, c'est une aberration pédagogique ».